



Investir dans les populations rurales

**Consultation sur la
Quatorzième reconstitution
des ressources du FIDA**

Première session

Rome, 7-8 mai 2026

Déclaration d'ouverture du président du FIDA

Cote du document: IFAD14/1/INF.2

Date: 7 mai 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Excellences, Gouverneurs, Mesdames et Messieurs les délégués, chers collègues et amis,
Je vous souhaite la bienvenue à la première session officielle de la Consultation sur FIDA14. Bienvenue à celles et ceux qui nous rejoignent en ligne ou ici à Rome.

Depuis notre rencontre de février, les événements se sont succédé. Le contexte est devenu beaucoup plus complexe et les risques sont plus élevés.

L'escalade du conflit au Moyen-Orient et dans le Golfe nous touche de très près. Elle se fait sentir par la hausse des coûts du carburant, par la pression sur l'approvisionnement en engrais et en matières premières et par des perturbations sur les routes commerciales et les marchés. Les ramifications se ressentent dans nos opérations et chez tous nos partenaires et participants. Elles touchent d'abord les communautés rurales.

L'onde de choc se propage rapidement. Les prix et les chaînes d'approvisionnement en portent la marque. La dernière édition des Perspectives économiques mondiales du FMI signale une croissance en berne, une inflation persistante et une marge de manœuvre budgétaire rétrécie – en particulier dans les pays à faible revenu qui importent leurs produits alimentaires.

Pour les petits producteurs, ces pressions sont directes. Autrement dit, les investissements coûtent plus cher, le coût des transports et de l'énergie augmente et les marchés deviennent moins prévisibles. Ici ou là, les voies d'exportation rétrécissent et tarissent, les marchés locaux sont encombrés, les cours baissent, mais les coûts montent. Rien de ceci n'est abstrait pour les ménages et les communautés rurales. C'est le coût de la vie: pain, huile de cuisson, riz, haricots. Ces communautés sont contraintes de faire des choix difficiles – investir dans la production, couvrir les besoins de base ou préserver le peu de marge de sécurité dont disposent les familles.

Le moment est particulièrement malvenu. Dans de nombreuses régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, les agriculteurs entament la période des semis. C'est maintenant qu'ils décident quoi planter, combien investir, et se demandent s'ils pourront se fournir en intrants. Pour un petit exploitant avec des économies limitées et un accès restreint au crédit, un seul petit choc peut compromettre les revenus de toute la saison.

Le FIDA a été créé dans une période de crise, dans les années 1970, où régnaient les pénuries alimentaires, la volatilité des prix et les pénuries d'intrants du fait des chocs énergétiques; l'Histoire nous enseigne que la riposte d'urgence ne suffit pas. Dès le départ, le FIDA a été conçu pour s'attaquer aux facteurs structurels de la faim et de la pauvreté rurale, grâce à des investissements qui renforcent la capacité productive et la résilience au fil du temps. Cela reste notre mandat. Il est plus que jamais d'actualité.

Nous travaillons au premier kilomètre des systèmes alimentaires – là où le risque est le plus élevé et l'investissement souvent le plus limité. Nous utilisons les ressources publiques pour réduire les risques et générer des financements additionnels. Nous combinons les contributions de base avec les remboursements de prêts, les fonds supplémentaires et les ressources empruntées. Nous mobilisons des cofinancements et capitaux tout en préservant la concessionnalité pour ceux qui en ont le plus besoin. L'objectif est simple: financer des solutions à même de gagner les populations rurales et d'évoluer dans la durée.

Nous réagissons maintenant avec pragmatisme. Nous accélérons les décaissements. Nous activons les plans d'urgence prévus dans le cadre de projets en cours. Nous ajustons les programmes à mesure que les conditions évoluent, afin de protéger les plus vulnérables. Nous coordonnons étroitement avec des partenaires à travers le système des Nations Unies et à travers les banques multilatérales de développement.

Mais nous devons être lucides quant aux enjeux. C'est dans les prochains mois que se jouera la configuration des moyens d'existence ruraux des prochaines années. Les événements influenceront également la sécurité alimentaire, la pression budgétaire et

les besoins humanitaires. Dans ces circonstances, l'actuelle reconstitution des ressources prend un relief particulier.

Les perturbations que nous observons affectent déjà le fonctionnement des marchés. Le renforcement des marchés ruraux ne saurait être réduit à une question technique. C'est une question de stabilité.

Ces chocs se produisent également dans des pays où la jeunesse est en forte croissance. Là où les économies rurales ne génèrent pas de perspectives, la pression peut rapidement se transformer en instabilité et en migration forcée. L'expansion de l'emploi rural productif – par le développement des entreprises, les services et l'intégration des chaînes de valeur – est au cœur de la stabilité à long terme.

À mesure que les chocs deviennent plus fréquents et plus violents, rien ne garantit que les acquis du développement tiendront. La résilience doit être intégrée dans les programmes économiques – par des systèmes locaux plus forts, une adaptation au climat et des moyens d'existence plus diversifiés – afin que les progrès ne soient pas perdus à chaque crise.

C'est pourquoi FIDA14 est structuré autour de trois priorités: les marchés ruraux, l'emploi rural et la résilience. Elles correspondent aux éléments dont les communautés rurales ont besoin pour résister aux chocs et contribuer à l'approvisionnement alimentaire et à la croissance économique.

Mettre en œuvre ces priorités à grande échelle nécessite une collaboration plus forte avec le secteur privé. Trop souvent, les économies rurales sont exclues de l'investissement non pas par manque de potentiel, mais parce qu'elles sont perçues comme trop risquées. Pour les producteurs et les entreprises rurales, cette perception se traduit par un manque de financement, des services faibles et des opportunités manquées – même lorsque la demande existe et que la production est possible.

Le rôle du FIDA est de réduire ce risque. Nous aidons à construire des marchés ruraux viables. Nous aidons à rendre les économies rurales bancables, afin que le capital privé puisse suivre – dans des conditions justes, transparentes et inclusives.

L'innovation change aussi les perspectives. Les outils numériques, les données améliorées, les nouveaux modèles de diffusion et les technologies climato-compatibles nous aident à atteindre les communautés rurales plus efficacement. Pour les agriculteurs, cela peut signifier un système d'alerte précoce plus performant, des coûts de transaction plus faibles, des signaux de prix plus clairs et des services accessibles – notamment pour les femmes et les communautés isolées. L'impératif pour le FIDA est d'améliorer la conception, le ciblage et la gestion de nos programmes.

Pendant les dernières années, l'institution s'est préparée à ce genre de contextes. Nous avons décentralisé et rapproché la prise de décision des États et des communautés. Nous avons renforcé notre architecture financière et notre boîte à outils financière, afin de pouvoir utiliser notre capital plus efficacement et mobiliser des ressources additionnelles. Nous avons intégré la collaboration avec le secteur privé dans notre modèle opérationnel et rationalisé les processus pour améliorer la rapidité, la discipline et l'exécution.

Nous abordons donc FIDA14 forts d'une plateforme et d'un dossier d'investissement plus solides, d'un modèle financier qui renforce notre capacité à catalyser les fonds tout en préservant la concessionnalité là où elle est le plus nécessaire, sachant que l'institution reste pilotée par ses membres, axée sur les partenariats et ancrée dans son mandat.

Nous savons que cette approche marche. L'expérience de FIDA12 fait ressortir des résultats solides sur les revenus et la résilience, les performances s'améliorant en cas de collaboration avec le secteur privé. L'examen à mi-mandat de FIDA13 montre des progrès rapides dans la programmation, un cofinancement solide et une ossature bien structurée – en ce qui concerne la collaboration avec le secteur privé, la fragilité et la

lutte contre les chocs climatiques . Elle signale aussi les points qu'il y a encore lieu d'améliorer.

FIDA14 est l'occasion de transformer l'essai. C'est l'occasion de traduire la stratégie en nouveaux résultats mesurables pour les communautés rurales, à la hauteur de la situation.

La consultation des prochains jours ne consiste pas seulement à examiner des propositions. Il s'agit de les façonner – par le dialogue, la mise en perspective et l'engagement partagé. Des priorités claires. Des choix rigoureux. Et l'impact en ligne de mire.

Une économie rurale en bonne santé ne profite pas qu'au monde rural. Elle renforce la sécurité alimentaire. Elle réduit les pressions qui poussent à la migration forcée. Elle soutient la stabilité. Elle permet aux populations rurales de continuer à produire, à gagner leur vie et à planifier, même lorsque l'incertitude augmente.

Toutes ces raisons font de la transformation rurale le choix stratégique. En cela, FIDA14 est incontournable.

Merci de votre attention.